

21-11-1996

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 20 septembre 1996

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président

madame SOUGNE et messieurs CHERUY, LURQUIN et
MOORAT, membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président

messieurs BOES, MEEUS et VAN BUYTEN, membres
effectifs

Secrétaires:

madame DE PLAEN, conseiller adjoint

monsieur PROOT, secrétaire d'administration

28.171/I/PN
JJP/RV

Par lettre du 7 août 1996, monsieur Elio Di Rupo, vice-premier ministre et ministre de l'Economie et des Télécommunications, a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), les grades des agents de l'Office de Contrôle des Assurances, qui constituent un même degré de la hiérarchie, ainsi qu'au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques du service susvisé.

Les projets d'arrêté royaux découlent de l'adaptation du cadre organique intervenue suite à la radioscopie et à la réforme de la carrière des fonctionnaires.

Le nouveau cadre organique de l'Office de Contrôle des Assurances a été fixé par arrêté royal du 7 novembre 1995 (approuvé, le 7 avril 1995, par le ministre de la Fonction publique et par celui du Budget, et publié au Moniteur belge du 29 décembre 1995).

Les organisations syndicales reconnues à l'Office de Contrôle des Assurances ont été consultées conformément à l'article 54, § 2, des L.L.C.

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des L.L.C., la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ces projets d'arrêté royaux en sa séance du 20 septembre 1996 et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

*

* *

I. LE PROJET RELATIF AUX DEGRES DE LA HIERARCHIE

L'article 1er du projet d'arrêté royal répartit les degrés comme suit:

- 1er degré : les grades répartis dans les rangs 16 et 15;
- 2ème degré : les grades répartis dans les rangs 14 et 13;
- 4ème degré : les grades répartis dans le rang 10;
- 5ème degré : les grades répartis dans les rangs 29, 28, 27 et 26
- 6ème degré : les grades répartis dans les rangs 22 et 20;
- 7ème degré : les grades répartis dans le rang 30;
- 8ème degré : les grades répartis dans le rang 42.

L'article 2 du projet dispose que, pour l'application des L.L.C., la carrière plane et l'agent titulaire d'un des grades d'une telle carrière, sont classés au grade le moins élevé que celle-ci comporte.

L'article 3 du projet abroge l'arrêté royal du 15 mai 1986 déterminant les degrés de la hiérarchie.

La répartition des grades et degrés se fait en grande partie en conformité avec le statut du personnel de l'Etat (première phase, Mammouth 1) et avec l'article 3 de l'arrêté royal n° I du 14 septembre 1994, tel que modifié par l'arrêté royal du 3 juin 1996 (phase de transition).

En ce qui concerne certaines carrières planes, tous les grades mentionnés dans le cadre organique n'ont pas été repris dans le projet. Les grades concernés sont les suivants:

- inspecteur principal d'actuariat;
- premier attaché.

Il s'agit de grades du 11ème rang qui devraient normalement être placés au 3ème degré.

La disposition de l'article 2 du projet, selon laquelle, pour l'application des L.L.C., la carrière plane et l'agent titulaire d'un des grades d'une telle carrière, sont classés au grade le moins élevé que celle-ci comporte, concerne le classement des emplois des carrières planes au sein des cadres linguistiques. Cette disposition ne saurait avoir pour effet que certains grades des carrières planes ne soient pas énumérés dans l'arrêté royal relatif aux degrés. Il y a donc lieu de faire état d'un 3ème degré comprenant le rang 11.

Pour le reste, la C.P.C.L. n'a pas d'observations à formuler. Elle émet dès lors un avis favorable quant au projet d'arrêté royal relatif aux degrés de la hiérarchie.

II. LE PROJET RELATIF AUX CADRES LINGUISTIQUES

- Le ministre propose de répartir les 106 emplois de la manière suivante (article 1er):

| Degrés de la hiérarchie | Cadre F Nombre d'emplois | Cadre N Nombre d'emplois | Cadre bilingue | |
|-------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--|--|
| | | | Nombre d'emplois réservés aux fonctionnaires du rôle F | Nombre d'emplois réservés aux fonctionnaires du rôle N |
| 1 | 1 | 1 | - | - |
| 2 | 5 | 5 | 2 | 2 |
| 4 | 21 | 22 | - | - |
| 5 | 7 | 8 | - | - |
| 6 | 6 | 6 | - | - |
| 7 | 7 | 7 | - | - |
| 8 | 3 | 3 | - | - |
| TOTAL | 50 | 52 | 2 | 2 |

Total des degrés 3 à 8: 44 F.-46 N., soit 48,89% F.-51,11% N.

- Les 3 emplois en extinction sont répartis comme suit (article 2):

| Degré | Cadre N | Cadre F |
|-------|---------|---------|
| 4 | 1 | 2 |

1) Quant à la répartition des emplois de direction

- Le nombre d'emplois du cadre bilingue est de 4 sur un total de 16 emplois.
- Il y a parité aux deux premiers degrés.
- La répartition est conforme à l'article 43, L.L.C.

2) Quant à la répartition des emplois aux degrés 3 à 8

Le ministre a fourni à la C.P.C.L. les renseignements nécessaires quant aux tâches de l'Office de Contrôle des Assurances, ainsi qu'un organigramme du service et les effectifs en date du 1er janvier 1996.

En outre, il a fourni les données chiffrées nécessaires relatives au volume de travail.

Une pondération des chiffres se rapportant à une activité donnée a été effectuée sur la base de l'importance relative que cette activité revêt dans la totalité des activités.

De cette manière, le ministre aboutit au résultat suivant:

| Activités | % N | % F | Pondération |
|-------------------------|--------------|--------------|-------------|
| Correspondance | 51,31 | 48,69 | 2 |
| Plaintes | 45,32 | 54,68 | 1 |
| Etudes | 50 | 50 | 2 |
| Contrôles sur place | 59,27 | 40,73 | 2 |
| Contrôles informatisés | 50 | 50 | 3 |
| MOYENNE PONDEREE | 51,65 | 48,35 | |

De la juxtaposition des pourcentages et de leur justification donnée dans le dossier, il ressort qu'en ce qui concerne la correspondance s'impose une rectification, à savoir: nombre de pièces: 18.303 N.-17.306 F. soit 51,40% N.-48,60% F. au lieu de 51,31% N.-48,69% F.

Quant aux données chiffrées relatives aux contrôles en service extérieur il y a lieu de formuler la remarque suivante. Dans le projet, les germanophones sont pris en compte pour le calcul du volume de travail F.

Pour ce qui est du partage du volume de travail fourni par la région de langue allemande, la C.P.C.L. a souligné à diverses reprises qu'une répartition égale entre les F. et les N. est indiquée.

Un nouveau calcul effectué en tenant compte de ces remarques, donne la répartition suivante:

| | Volume de travail % N % F | | Coefficient de pondération |
|---|---|--------------|-------------------------------|
| Correspondance | 51,40 | 48,60 | 2 |
| Etudes | 50 | 50 | 2 |
| Contrôle en service intérieur (informa- tisé) | 50 | 50 | 3 |
| Contrôle en service extérieur (sur pla- ce) | 59,61 | 40,39 | 2 |
| Service de médiation (plaintes) | 45,32 | 54,68 | 1 |
| TOTAL PONDERE | 51,73 | 48,27 | |

Il ressort donc de ces données corrigées que le volume de travail global de l'Office de Contrôle des Assurances est à 51,73% N. et à 48,26% F. Après arrondissement: 52% N.- 48% F.

Il y a donc lieu, dans le projet sous examen, de glisser un emploi du cadre de langue française au cadre de langue néerlandaise, afin que le nombre des emplois des degrés 3 à 8 soit porté à 47 N.- 43 F. (au lieu de 46 N.- 44 F.).

La C.P.C.L. estime que cette répartition permet à l'Office de Contrôle des Assurances de traiter les affaires de manière correcte dans le cadre de la législation linguistique, dans le respect égal des deux langues nationales et en tenant compte des intérêts matériels et moraux des deux communautés linguistiques.

Le présent avis est notifié à monsieur Elio Di Rupo, vice-premier ministre et ministre de l'Economie et des Télécommunications lequel est invité, conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, des L.L.C., à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 20 septembre 1996.

Les Secrétaires,

Le Président,

M. DE PLAEN

J. PROOT

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS